

Réponse d' Hélène FOURVEL-PELLETIER candidate Europe Ecologie Les Verts dans la 4ème circonscription du Puy de Dôme

- Les conditions de vie des personnes touchées par le VIH et/ou une hépatite

Une maladie n'est jamais une affaire individuelle, mais les conséquences de nos conditions de vie, ainsi : la précarité. Les malades ne doivent pas être stigmatisés ni considérés comme des « profiteurs du système » (comme ce fut trop souvent le cas par le gouvernement Sarkozy). Au contraire, la prévention et la solidarité collective sont au cœur du projet écologiste en matière de santé.

Je souhaite que chacun puisse se soigner sur l'ensemble du territoire, que les remboursements soient revalorisés pour les soins utiles de base. Les franchises médicales pour l'ensemble de la population devront être supprimées, et toutes les barrières financières à l'accès aux soins. La prévention remise au centre du dispositif

Si je suis élue députée, je défendrai la revalorisation des minima sociaux. Les écologistes sont favorables à un revenu d'existence égal au SMIC, qui permettrait aux personnes vivant de l'AAH (Allocation d'Adulte Handicapé) de sortir de la précarité. Les dépenses de santé devront être revues en « diminuant les prélèvements obligatoires sur les salaires mais en augmentant la CSG, « plus juste et performante ». Sans oublier de «mettre un terme à la politique systématique d'exonérations sociales des entreprises, qui assèche le budget de l'assurance maladie ».

- L'accès aux soins et au séjour des étrangers malades

Toutes les mesures qui ont contribué à fragiliser les populations étrangères, notamment celles concernant le droit au séjour pour soin doivent être abrogées. De la même façon, le droit de timbre pour l'accès à l'AME (Aide Médicale d'Etat) devra être supprimé et je m'y emploierai.

- L'homophobie dans les droits, les faits et la vie quotidienne

Une avancée significative au niveau européen : le 24 mai 2012 le Parlement européen a adopté à une importante majorité une résolution affirmant que les États membres de l'Union européenne devraient montrer l'exemple dans la lutte contre l'homophobie. A Strasbourg, les eurodéputés Verts condamnent les lois et la violence homophobes dans les pays européens et appellent les États membres à envisager d'autoriser la cohabitation, le partenariat enregistré ou le mariage pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT).

Le combat pour l'égalité des droits et l'écologie politique sont intimement liés. Aujourd'hui l'opportunité nous est donné de réenclencher une dynamique ambitieuse de progrès social et de prolonger, enfin, le travail législatif entamé par les Verts depuis 1997. Nous devons garantir l'égalité de droits pour les gays et les trans et l'égalité effective aux soins et aux droits dans tous les départements français y compris Guyane et zone Caraïbes

C'est pourquoi notre projet pour la mandature à venir prévoit notamment :

- L'ouverture du mariage et de tous les droits attenants aux couples de même sexe, et un alignement des droits liés au PACS sur ceux liés au mariage.

- La lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie dans toute la vie scolaire, le monde sportif et le monde du travail, par la sensibilisation de tous les acteurs et toutes les actrices.

- L'accès égalitaire pour toutes et pour tous à l'adoption et aux techniques d'assistance à la procréation, et la reconnaissance légale de l'autorité des parents sociaux sur les enfants de couples homoparentaux.

- La dépsychiatisation complète de la transidentité, le renforcement des droits des personnes trans à choisir les modalités de leurs parcours de réassignation de genre et la simplification des démarches du changement d'état civil.

- La lutte contre la pénalisation de l'homosexualité et de la transidentité dans le monde.

- Le refus de toute forme de dépistage obligatoire du VIH et la fin de l'exclusion des homosexuels du don du sang.

Ce sont entre autres ces points de programme que nous défendrons à l'Assemblée nationale au sein du groupe parlementaire Europe Ecologie Les Verts et ce, pour qu'ils puissent être mis en œuvre dans les 100 premiers jours de la mandature.

D'après le rapport annuel sur l'homophobie publié mardi 15 mai par SOS Homophobie, plus d'un cas sur trois relève de l'homophobie de proximité. Il semblerait que l'augmentation du nombre d'actes signalés ne soit pas forcément liée à une augmentation des actes homophobes, mais plutôt au fait que les victimes osent davantage témoigner. Si cela devait être le cas, ce serait un signe de l'évolution des mentalités chez les victimes qui savent se reconnaître en tant que telles.

- La lutte contre l'homophobie passe aussi par une sensibilisation de toutes et tous aux questions de genre, d'identité sexuelle et d'orientation sexuelle. Europe Ecologie – Les Verts s'est toujours battu pour que l'éducation soit « dégenrée » afin de lutter contre les stéréotypes de genres et le sexisme de manière structurelle. De même, nous souhaitons inclure dans les programmes scolaires de manière transversale une sensibilisation à la diversité des relations affectives et amoureuses, ainsi qu'à la multiplicité des identités de genre. Cela nécessitera une formation des enseignants à ces questions. Il est nécessaire de démarrer cette approche dès la maternelle car les stéréotypes discriminatoires se forment dès le plus jeune âge et les enfants sont tout à fait capables de comprendre.

-Il est nécessaire de renforcer les services de police et de gendarmerie qui luttent contre toutes les formes de délinquance sur internet, et notamment contre la diffusion de propos discriminatoires. De même, les moyens d'assistance juridique permettant de sévir contre la diffusion de propos véhiculant homophobie et transphobie sur internet doivent être renforcés.

-Concernant le délai de prescription pour les injures homophobes et transphobes les députés d'Europe Ecologie les Verts ont déposé le 9 mars 2011 une proposition de loi visant à aligner le délai de prescription des injures à caractère homophobe, mais aussi sexistes et handiphobes, sur le délai de prescription des injures racistes, c'est-à-dire à un an. Je serai également particulièrement attentive à faire reconnaître par le droit la spécificité des injures transphobes.

- Prévention et soins auprès des travailleurs du sexe et des usagers de drogues

Pour les écologistes, il s'agit de privilégier la santé publique à la répression, en particulier concernant l'usage de drogues et le travail du sexe ; il faut sortir des idées reçues, de la peur, de la stigmatisation et aller vers les solutions efficaces d'un point de vue humain et sanitaire.

Les prostituées doivent ne plus être stigmatisées et réprimées, mais accéder au droit commun, comme toute citoyenne. Les réseaux de proxénètes doivent être très durement sanctionnés et les clients sensibilisés. Il s'agit donc de garantir aux prostitué-e-s l'accès à tous les droits sociaux, de supprimer toutes les mesures de répression, d'éloignement et de stigmatisation les concernant, de favoriser leur formation/reconversion quand ils/elles le désirent, par une formation professionnelle et l'arrêt de poursuites du fisc, de donner des cartes de séjour et une possibilité de formation professionnelle pour les victimes de la traite sans dénonciation du proxénète, de lancer des campagnes de sensibilisation en direction des clients, de mettre les moyens nécessaires pour lutter efficacement contre l'exploitation et la violence subies par les prostituées.

Les usagers de drogues ne sont pas des délinquants.

S'agissant des drogues, les écologistes préconisent de dépénaliser pour mener une vraie politique de réduction des risques et de tranquillité publique. Si nous voulons vous permettre de mener une vraie politique d'accompagnement et de soins des usagers des drogues et de lutter contre le VIH, la première condition est la dépénalisation de l'usage de toutes les drogues:

Pour le cannabis, les écologistes proposent de lancer une réflexion pour déterminer les modalités d'une légalisation de la production, de la distribution et de la consommation, conformément à la recommandation de nombreux rapports internationaux.

Pour les autres stupéfiants, de multiplier des dispositifs de consommation à moindre risque, qui ont fait leur preuve dans d'autres pays. Enfin, les écologistes proposent de mettre un terme à la politique injuste et contre-productive qui conduit à l'incarcération des usagers de ces substances.

- Des moyens financiers pour enrayer les épidémies au VIH et aux hépatites

Je suis favorable à la Taxe « Robin de bois » C'est une mesure défendue par les partis écologistes européens depuis de nombreuses années. Si cette taxe voyait le jour en Europe, avant de devenir mondiale, le produit devrait aller au budget européen pour répondre aux urgences sociales et sanitaires, dont la lutte du VIH. Une partie devrait retourner dans les pays qui appliquent la TTF avec les mêmes priorités. Enfin, un effort particulier doit être fait en direction des pays les plus pauvres de la planète.

Afin de nous attaquer aux lobbies de l'industrie du médicament, il nous faut :

- Réduire les budgets publicitaires en réduisant le prix des médicaments, afin de dégager les budgets publics servant à développer une politique publique de recherche, d'information et de formation médicale.
- Sortir de l'impérialisme de l'industrie du médicament. Promouvoir les médicaments génériques, de faible coût, de qualité équivalente. Il faut inverser la tendance en matière d'accès aux traitements des personnes vivant avec le VIH dans les pays du Sud.

La lutte contre le VIH-sida, les MST, les hépatites, sera renforcée, en termes de prévention, de soins et d'accompagnement des malades. Cet effort s'appuiera en particulier sur le réseau des associations communautaires. Les financements dédiés aux associations de malades et à la recherche publique devront être augmentés.